

Le discours du trône a annoncé deux grandes initiatives dans le cadre de la poursuite de notre effort de vaste consultation nationale et d'élaboration d'un consensus.

• (1530)

Tout d'abord, nous proposons un colloque national sur l'enseignement supérieur qui renforcerait notre association avec les provinces et permettrait au système scolaire canadien de produire le personnel hautement qualifié dont le pays a besoin pour rester compétitif et pour accroître le bien-être des Canadiens. Deuxièmement, en tablant sur le succès du colloque de Winnipeg, nous tiendrons une autre conférence nationale sur la technologie et l'innovation en élargissant les critères d'admissibilité pour y accueillir un plus grand nombre de Canadiens. Je prévois consulter bientôt les différents secteurs en cause sur le meilleur moyen d'organiser cet événement.

Nous sommes entièrement dévoués à ces tâches. Les initiatives que nous avons mises de l'avant feront intervenir les sciences et les techniques à l'appui de nos objectifs, particulièrement pour ce qui est de devenir plus compétitifs sur les marchés internationaux et par le fait même de garder les Canadiens au travail. Comme nous l'avons dit dans le discours du trône, notre sentiment d'appartenance au pays, notre identité nationale et notre prospérité économique dépendent dans une large mesure de notre capacité d'adaptation et nous nous adapterons. Je crois que tous les partis reconnaissent qu'il nous faut prendre des mesures à long terme. C'est pourquoi nous avons élaboré les plans d'une politique fédérale des sciences et des techniques en gardant à l'esprit la prochaine génération et le siècle prochain et non pas les prochaines élections.

Des voix: Bravo!

M. Berger: Monsieur le Président, je remercie le ministre pour ses remarques. Comme je l'ai dit hier dans mon discours, je trouve encourageant l'accent mis dans le discours du trône sur la science et la technologie. Cependant, comme je l'ai signalé hier, ce n'est pas avec des encouragements qu'on peut financer la recherche effectuée dans les ateliers ou dans les laboratoires.

Je voudrais attirer l'attention du ministre sur la question du financement. Il a mentionné le consensus qui s'est dégagé à la conférence de Winnipeg. Il a oublié, je crois, le premier consensus que le président du Conseil des sciences, M. Stuart Smith, a signalé dans les remarques qu'il a faites à la fin de la conférence. M. Smith a déclaré que tout le monde trouvait qu'il fallait plus d'argent pour la recherche. Plus précisément il y avait accord général mais non unanime sur la nécessité d'accroître les fonds destinés aux recherches fondamentale et stratégique et sur le fait que ces fonds doivent provenir du gouvernement et que leur distribution devrait s'effectuer en fonction de la qualité des projets et de la compétence de leurs auteurs.

Je demanderais encore une fois au ministre de dire quand le gouvernement augmentera les crédits à la recherche et quand il mettra en place les mécanismes nécessaires. Au sujet des conseils chargés d'octroyer les subventions, je voudrais signaler, que, bien que les chercheurs en soient arrivés à accepter avec enthousiasme les offres de doublement des fonds, ils sont presque tous d'accord pour demander au gouvernement de prévoir une augmentation annuelle du budget des conseils pour

leur permettre de suivre l'inflation et de ne pas les obliger à s'en tenir à leur budget de base, quitte à les protéger de l'inflation grâce à la formule du doublement des fonds. Le gouvernement répondra-t-il à cette demande maintes fois répétée?

Je demanderais aussi au ministre de répondre aux nombreuses lettres qu'il a reçues, ainsi que le premier ministre (M. Mulroney) et d'autres membres du Cabinet, au sujet des compressions effectuées dans le Programme d'aide à la recherche industrielle. Si le ministre a entendu les remarques que j'ai faites hier, il saura que j'ai passé une semaine ou dix jours à visiter un certain nombre d'entreprises qui ont déjà participé à ce programme. Comme je l'ai dit hier, il y a seulement quatre ou cinq ans, ces compagnies ne faisaient aucune recherche et développement mais, avec l'aide de ce programme, elles ont mis au point de nouveaux produits qui comptent aujourd'hui pour la plus grande partie de leurs ventes. On m'a répété plusieurs fois que ces compagnies n'existeraient pas aujourd'hui sans le programme.

J'ai des copies des lettres qui ont été envoyées au ministre et au premier ministre pour leur demander d'affecter de nouveau à ce programme les 60 millions de dollars retranchés. Je demanderais au ministre de répondre à ces demandes.

M. Oberle: Je vous sais gré, monsieur le Président, de me donner la chance de répondre à mon collègue. Je lui suis très reconnaissant d'avoir prononcé un discours aussi positif hier. Il a assisté à la conférence de Winnipeg et il constaté, comme nous, un certain désir d'agir et un certain esprit de collaboration.

Il est vrai que les gouvernements précédents se basaient uniquement sur l'importance des subventions pour démontrer que les sciences et la technologie se portaient bien au Canada. Le gouvernement fédéral dépense environ 4,2 milliards de dollars par année dans ce domaine. Plusieurs ministères font double emploi. Ma première tâche a été de réorganiser les activités gouvernementales et de dépenser avec beaucoup plus de discernement.

Nous avons multiplié nos démarches sur ce chapitre, mais en tâchant de cerner les secteurs prioritaires et en canalisant les efforts du gouvernement fédéral vers le secteur privé et les gouvernements provinciaux pour les inciter à relever leur participation. C'est pour cette raison que nous avons tellement hâte de finaliser certaines ententes auxiliaires sur la recherche et le développement avec les provinces. Je songe notamment à la province de Québec qui a conclu avec nous un accord tellement axé sur les sciences et la technologie qu'il prévoit des dépenses de 100 millions de dollars dans ce domaine au cours des cinq prochaines années.

Le député n'ignore pas que nous avons modifié la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence. Naguère, son gouvernement, en dépit de louables intentions, nous a fait perdre, parce qu'il était obnubilé par l'argent, de un milliard à deux milliards de dollars à cause de son crédit d'impôt à la recherche scientifique, régime qui a donné lieu à toutes sortes d'opérations comptables originales, mais qui n'a rien donné en termes d'innovations industrielles. Nous venons de publier de nouvelles directives grâce auxquelles la Loi de l'impôt sur le revenu sera un puissant levier; elle incitera le secteur à participer grâce aux dépenses fiscales.